

CENTRE HISTORIQUE DES ARCHIVES NATIONALES

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Administration pénitentiaire

Dossiers de détenus politiques (1908-1934)

Répertoire numérique détaillé
des articles BB/37/1 à 19

par Danis HABIB

PARIS
2006

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
FICHE DESCRIPTIVE.....	3
RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE.....	5
1. Administration pénitentiaire.....	5
BB/37/1.....	5
BB/37/2.....	5
BB/37/3.....	6
2. Dossiers collectifs.....	6
BB/37/4-7.....	6
3. Dossiers individuels.....	7
BB/37/8-19.....	7
ANNEXES.....	9
Circonscriptions pénitentiaires de 1871 à 1958.....	9
Registres de la Conciergerie versés aux Archives départementales de Paris en août 2006.....	12

FICHE DESCRIPTIVE

Référence : FR CHAN/BB/37/1-19

Intitulé : Administration pénitentiaire. Dossiers de détenus politiques.

Dates extrêmes : 1908-1934

Service producteur :

Ministère de la Justice, direction de l'Administration pénitentiaire, bureau du Cabinet, section du Cabinet et section du Personnel (en partie).

Importance matérielle : 19 cartons, 3 m.l.

Modalités d'entrée : versés aux Archives nationales à une date inconnue.

Conditions d'accès : 100 ans à compter de la date de clôture du dossier.

Conditions de reproduction :

Reproduction autorisée au terme du délai de libre communication.

Historique de la conservation

Les documents décrits dans le présent inventaire avaient été retrouvés au rez-de-chaussée du magasin dit de Braibant en juin 2002 par madame Ségolène de Dainville-Barbiche, alors conservateur en chef à la section du XIX^e siècle, qui en avait dressé un bordereau de deux pages et attribué les cotes provisoires DP 1 à 10 (correspondant à 10 cartons de type *dimab*). Ils concernent essentiellement des dossiers de **détenus politiques**. Au sein de ces liasses, se trouvaient plusieurs petits registres en provenance de la maison de justice de la Conciergerie (pour la période 1913-1924 environ). Leur présence au milieu des liasses n'étant guère explicable, ils ont été versés aux Archives départementales de Paris le 31 août 2006 (voir en fin de ce répertoire la liste et le détail des registres versés).

Présentation du contenu

Les liasses que nous avons classées et conditionnées en 19 cartons cotés BB/37/1 à 19 ne constituent pas un fonds homogène. Elles n'ont d'autre lien que leur attachement au service producteur (Direction de l'Administration pénitentiaire rattachée au ministère de la Justice en 1911). Elles concernent essentiellement des dossiers de **détenus politiques** de 1908 à 1932 environ. Les détenus politiques ont depuis toujours bénéficié d'un régime spécial. Déjà, le décret du 11 novembre 1885, portant règlement du service et du régime des prisons pour courtes peines, avait indiqué, par son article 99, qu'un règlement spécial déterminerait les dispositions applicables à tous les individus condamnés pour faits politiques (réputés innocents jusqu'au jour de leur condamnation ; ils étaient, de fait, considérés comme simples prévenus et tiraient avantage de toutes les dispositions relatives à l'usage des vêtements personnels, au port de la barbe et des cheveux, etc.). Un projet d'arrêté d'Ernest Constans, alors ministre de l'Intérieur en 1890, renforça ses mesures en faveur des détenus politiques, notamment sur les dispenses du travail (art. 2) ou sur les autorisations et les conditions des visites (art. 3), etc. (voir BB/37/1, dossier 1, règlements applicables aux détenus politiques ainsi que BB/37/5, dossier Boniface, dans lequel est joint une transcription de l'art. 52 portant règlement du service et du régime des prisons de courtes peines affectées à l'emprisonnement).

Classés par circonscriptions pénitentiaires ou chronologiquement, les dossiers des détenus (individuels ou collectifs) forment la majeure partie de ce groupe documentaire (cartons 4 à 19), ils contiennent les notices de renseignements de ceux-ci, des extraits de jugements, des demandes d'encellulement, des décisions de mise en liberté ou des décisions de transfèrement, des listes des visites, une nombreuse correspondance ainsi que des coupures de journaux complètent ces dossiers parmi lesquels on signalera celle de l'affaire du *Bonnet Rouge* (Goldschild dit Goldsky, Marion et Landau, condamnés pour intelligences avec l'ennemi le 15 mai 1918, BB/37,9-10) ou encore ceux relatives aux grèves ou aux manifestations du 1^{er} mai (BB/37/6, 7, 13, 16).

Si de nombreux documents ne permettent aucune étude de fond sur un sujet précis (notamment pour l'administration pénitentiaire pour laquelle les informations devront être complétées par

celles conservées dans la série Y des Archives départementales), d'autres autorisent beaucoup d'espoir dans des domaines de la recherche spécialisée ou de recherches individuelles et ponctuelles portant sur une affaire précise. Ainsi les documents de l'affaire des Camelots du roi (BB/37/5) fourniront un apport non négligeable pour l'histoire du mouvement royaliste ou de l'extrême droite française (voir en particulier leurs dossiers individuels de détenus ainsi que les notes sur les conditions de leur détention). Issus des milieux lycéens et étudiants, les Camelots du roi sont une organisation de jeunesse française créée en 1908 et rattachée au mouvement monarchiste français de l'Action française (influencée par la doctrine maurrassienne). Ils sont dirigés, lors de leur création, par Maxime Real del Sarte, président de la Fédération nationale des Camelots du roi. En décembre 1908, ils chahutent violemment le cours d'Amédée Thalamas à la Sorbonne à qui ils reprochent d'avoir insulté Jeanne d'Arc. Leur action soulève cependant la désapprobation des milieux royalistes (voir les copies de la correspondance échangée par les Camelots détenus à la Santé, BB/37/5) et met en doute l'avenir de leur mouvement (voir la correspondance de Maxime Real del Sarte à sa mère, à la comtesse de Courville ou à Charles Maurras, BB/37/5). Enfin on notera l'intérêt de ces documents pour l'étude de l'antimilitarisme entre 1908 et 1910 ou des autonomistes alsaciens de 1927 à 1930.

Sources complémentaires

Section du XIX^e siècle (Centre historique des Archives nationales).

F/7/15751. Détenus politiques (1928-1932). Détenus pénitentiaires : dossiers de demande de mise en régime politique (1928-1929).— Détenus (de Fresnes et de la Santé) pour provocation de militaires à la désobéissance, entraves à la liberté du travail, propagande anarchiste, attentats à la Sûreté intérieure et extérieure de l'État : dossiers individuels (1926-1932).— Incidents à proximité de la maison d'arrêt de Troyes : rapports du préfet de l'Aube, correspondance (1931).

F/16/101/1 à 1154 sur l'état et l'organisation des prisons dans la première moitié du XIX^e siècle.

BB/18/6001/1 à 6870. Dossiers banaux (1890-1940). Voir en particulier BB/18/6101 à 6103, dossiers 21 BL sur les prisons ; BB/18/6136, dossier 33 BL sur l'état des prisons ; BB/18/6217 à 6440, dossiers 51, 52 et 53 BL sur les victimes d'erreurs judiciaires, les réhabilitations et la liberté conditionnelle ; BB/18/6445 à 6476, dossiers 56 BL sur les anarchistes et les antimilitaristes (dont Gustave Hervé, voir BB/37/4) ; BB/18/6503, dossier 60 BL sur les crimes commis dans les prisons ; BB/18/6519 et 6520, dossiers 62 et 63 BL sur les demandes de mise au régime politique et la loi Béranger relative à l'atténuation des peines ; BB/18/6544 à 6580, dossiers 68 BL sur les amnisties ; BB/18/6848 dossiers 101 BL sur les autonomistes alsaciens.

Section des Archives personnelles (Centre historique des Archives nationales).

576 AP – Fonds Charles Maurras.

Archives de Paris

Voir les inventaires en ligne sur leur site <http://www.paris.fr/portail/Culture/>

Départements

Série Y, Établissements pénitentiaires (voir le détail par département dans le *Guide des archives judiciaires et pénitentiaires (1800-1958)* de Jean-Claude Farcy).

Bibliographie

DAINVILLE-BARBICHE (Ségolène de). *De la justice de la Nation à la justice de la République (1789-1940) : guide des fonds judiciaires conservés au Centre historique des Archives nationales*. Paris, Chan, 2004, 321 p.

FARCY (Jean-Claude). *Guide des archives judiciaires et pénitentiaires (1800-1958)*. Paris, CNRS, 1992, 1175 p.

GRAND (Philippe), *Prisons de Paris et de l'ancien département de la Seine, 1800-1940*. Répertoire numérique détaillé de la série Y, Paris, Archives de Paris, 1996, 277 p.

Notes relatives à la notice : notice élaborée par Danis Habib, section du XIX^e siècle, septembre 2006. Remerciement à mesdames Ségolène de Dainville-Barbiche, Catherine Mérot et Claire Sibille (visa DAF du cadre de classement).

RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE

1. ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

BB/37/1

Régime politique.

[1890], 1907-1930

Règlements applicables aux détenus politiques.

[1890], 1907, 1921-1926

Circulaire adressée aux procureurs généraux pour établir une liste de détenus pouvant prétendre au régime politique.

1921

Affaires en instance (en raison de la guerre) pour les individus détenus pour association de malfaiteurs, crime d'espionnage, entrave à la liberté du travail, propos antimilitariste, provocation de militaires à la désobéissance ou à la désertion, etc. et qui sollicitent le régime de détenus politiques.

1914-1915

Affaires classées.

1916-1918

Demandes de mise au régime politique.

1909-1914

Détenus auxquels le régime politique a été refusé.

1923, 1924 et 1927

Situation pénale des détenus admis au régime politique.

1911-1930

BB/37/2

Traitement du personnel : fragments de décrets et d'arrêtés de nominations, de mutations et de promotions du personnel administratif, technique et de surveillance (s. d.), états du personnel (1926-1927), listes fragmentaires du personnel (s. d. et 1930).

s.d. et 1926-1930

À signaler dans ce dossier une liste de soixante-sept députés ayant apposé leur signature pour une cause non identifiée (s. d.).

Comptabilité : budget de l'exercice 1910 et 1912 (imprimés), renouvellement des marchés d'entreprises des services économiques des prisons, résultats donnés par la mise en régie des circonscriptions pénitentiaires (février 1920).

1910-1920

Règlement intérieur.

1913-1929

Mesures à prendre contre les prévenus extraits de la prison de la Santé sur ordre des juges d'instruction, et qui regagnent leur cellule après la fermeture de la prison.

27 décembre 1913-19 février 1914

Demandes d'audience particulière au directeur général de l'administration pénitentiaire.

1920-1922

Propositions de loi sur la suppression de la transportation.

1920-1929

BB/37/3

Autorisations de visiter les établissements pénitentiaires ou les détenus (classement chronologique).

1912-1930

À signaler un gros dossier sur un nommé Desmoulins, demeurant à Paris, qui sollicite l'autorisation de visiter individuellement et hors de la présence d'un gardien, tous les détenus dans tous les établissements pénitentiaires.

1912-1913

2. DOSSIERS COLLECTIFS

BB/37/4-7

Dossiers collectifs de détenus politiques ou affaires générales (classement chronologique).

1908-1930

- 4 Dossier collectif : Pierre Biétry, député du Finistère de 1906 à 1910 ; Grégoire ou Grégory, antidreyfusard ; Charles Larue, manifestant du bois de Boulogne ; Jean-Séraphin Mattis, attentat sur le président de la République ; Victor-Désir Montreuil, gréviste ; Lucien-Charles-Albert Parisot, détenu pour espionnage ; Émile Desmortreux-Pouquet ; Xavier Douyau et Goldschild, incidents lors d'une conférence à Issy-les-Moulineaux ; François Lavielle, manifestation de la place de la République ; affaire Steinhel (fragments) ; affaires des grévistes champignonnistes ; incidents aux courses d'Auteuil et de Longchamps ; troubles à l'occasion du 1^{er} mai 1909 ; individus arrêtés pour outrages aux bonnes mœurs et violences à agents ; trafic des grâces ; incidents lors de la manifestation au manège Saint-Paul, rue de Turenne.

1908-1909

Antimilitaristes.

Dossiers collectifs et individuels de détenus (dont un sur Gustave Hervé, directeur du journal *La Guerre sociale*, condamné à 4 ans de prison) : coupures de presse, notes sur les conditions de leur détention, tracts, affiches, copies de leur correspondance.

1908-1910

Affaire de l'ambassade d'Espagne.

1909-1910

- 5 Camelots du roi.

États nominatifs des manifestants condamnés pour des affaires diverses (manifestations de la rue Turgot, manifestations de la Sorbonne, grèves, anticléricalisme, etc.).

Affaire du cours d'Amédée Thalamas : états nominatifs, affiches,

- tracts (de la ligue d'Action française entre autres), journaux, correspondance, notes sur les conditions de leur détention à la maison d'arrêt de la Santé (1908-1909).
Copies de la correspondance échangée par les détenus (1909).
Dossiers collectifs de détenus : coupures de presse, notes sur les conditions de leur détention (1909).
Dossiers individuels des détenus (1909-1910).
- 1908-1910
- 6** Grève des chemins de fer. 1910, 1911
Grève de la faim de détenus. 1910, 1929
- 7** Affaire Lecoin, Content et Ruff, condamnés le 5 mars 1917 par le tribunal correctionnel de la Seine. 1917
Manifestations du 1^{er} mai 1919. 1919
Attentat contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État, arrestations opérées à Paris. 1923
Entrave à la liberté du travail. 1923
Affaires des autonomistes alsaciens : Joseph-Aloïse Fashauer, Georges-Eugène Ricklin, Joseph-Victor-Joseph Rossé, Paul-Joseph Schall, condamnés le 24 mai 1928 par la cour d'assises du Haut-Rhin pour complot contre la sûreté de l'État. 1927-1930

3. DOSSIERS INDIVIDUELS

BB/37/8-19

Dossiers de détenus politiques : notices de renseignements, extraits de jugements, demandes d'encellulement, décisions de mise en liberté, décisions de transfèrement, listes des visites faites aux détenus, correspondance, coupures de presses, etc. (classement par circonscriptions pénitentiaires puis chronologique).

1909-1934

- 8** Angoulême (1914-1925), Beaulieu (1920, 1922), Bordeaux (1914, 1919-1932), Caen (1914, 1919-1929).
- 9-10** Clairvaux (1913-1914, 1917-1934).
Dont les gros dossiers suivants : affaire du *Bonnet Rouge* (Goldschild dit Goldsky, Marion et Landau, condamnés pour intelligences avec l'ennemi le 15 mai 1918) ; Lucien Bayot (1924-1925) ; Jean-Baptiste Pire (1922-1925) ; Palaric et Vallois (1927-1929).

- 11** Dijon (1924-1926), Ensisheim (1927-1932), Fontevrault (1912, 1919-1929), Grenoble (1918-1932), Haguenau (1923-1932).
- 12** Loos (1914-1932).
- 13** Lyon (1914, 1918-1932) (dont le dossier sur des individus condamnés à Saint-Étienne pour entraves à la liberté du travail et qui demandent à être placés au régime politique, 1924).
- 14** Marseille (1913-1932) (dont le dossier Planque et Vittori, détenus pour rébellion et menaces anarchistes le 22 février 1930).
- 15** Melun (1912, 1919-1932) (dont le dossier Laculle, gérant du journal *Le Piou-Piou de l'Yonne*, condamné en juillet 1912 pour délit de presse, 1912-1913), Montpellier (1913-1919-1931), Nancy (1913-1914, 1920-1932), Nîmes (1920-1929).
- 16** Poissy (1910-1932) (dont le dossier Jeanne Morand, condamnée le 5 mai 1922 pour intelligences avec l'ennemi), Rennes (1914-1920-1930) (dont le dossier de l'affaire des syndicalistes de Brest admis au régime politique le 18 janvier 1923).
- 17** Riom (1924-1930), Rouen (1911-1926) (dont les dossiers sur les grévistes du Havre (1922), sur l'affaire des syndicalistes de Rouen (1923) et sur la grève des ouvriers boulangers admis au régime politique le 20 août 1924, puis à partir de 1926, voir la circonscription pénitentiaire de Poissy à laquelle est rattachée la Seine-Inférieure), Thouars (1921-1925), Toulouse (1914, 1920-1932).

Prisons parisiennes

- 18** Santé (1909-1925).
Dont les dossiers : Jouhaux, secrétaire général de la Confédération du travail, condamné par le tribunal de simple police de Paris le 18 octobre 1911 pour apposition d'affiches en un lieu interdit (1911-1913) ; René Ley, condamné par la cour d'assises du Bas-Rhin le 5 décembre 1923 pour complot contre la sûreté de l'État (1923-1925).
- 19** Santé (1926-1934), Fresnes (1914, 1925 et 1932), Petite Roquette (1925-1932), Saint-Lazare (1926-1932).
Dont les dossiers : détenus politiques libérés (1929-1930) ; Aimé Lacan, condamné le 15 septembre 1925 pour outrages et provocation à des crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'État (1925-1932), René-Louis Bellanger, condamné le 30 décembre 1925 pour propagande anarchiste.

ANNEXES

CIRCONSCRIPTIONS PÉNITENTIAIRES DE 1871 À 1958

(Sources : Jean-Claude Farcy, *Guide des archives judiciaires et pénitentiaires 1800-1958*)

1. Arrêté du 31 mai 1871

Albertville : Savoie, Haute-Savoie
Angoulême : Charente, Charente-Inférieure
Auberive : Haute-Marne
Aurillac : Cantal, Haute-Loire
Avignon : Ardèche, Drôme, Vaucluse
Beaulieu : Calvados, Manche
Besançon : Doubs, Jura, Haute-Saône
Blois : Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret
Bordeaux : Gironde, Landes
Carcassonne : Aude, Pyrénées-Orientales
Châlons/Marne : Marne, Meuse
Châteauroux : Cher, Creuse, Indre
Chiavari : Corse
Clairvaux : Aube
Clermont : Oise
Dijon : Côte-d'Or, Yonne
Doullens : Pas-de-Calais, Somme
Draguignan : Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Var
Eysses : Lot, Lot-et-Garonne
Fontevault (1) : Maine-et-Loire
Gaillon : Eure
Grenoble : Hautes-Alpes, Isère
Laon : Aisne, Ardennes
Le Mans : Orne, Mayenne, Sarthe
Loos : Nord
Lyon : Loire, Rhône
Mâcon : Ain, Saône-et-Loire
Marseille : Bouches-du-Rhône
Melun : Seine-et-Marne
Montauban : Tarn, Tarn-et-Garonne
Montpellier : Aveyron, Hérault
Nancy : Meurthe, Vosges
Nantes : Loire-Inférieure, Vendée
Nevers : Allier, Nièvre
Nîmes : Gard, Lozère
Paris : Seine
Pau : Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées
Périgueux : Corrèze, Dordogne, Haute-Vienne
Poitiers : Deux-Sèvres, Vienne
Rennes : Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine
Riom : Puy-de-Dôme
Rouen : Seine-Inférieure
Toulouse : Ariège, Haute-Garonne, Gers
Vannes : Finistère, Morbihan
Versailles : Seine-et-Oise, Eure-et-Loir

(1) L'arrêté du 22/12/1879 transfère le siège de la circonscription à Angers.

2. Décret du 20 mars 1888

Albertville : Isère, Savoie, Haute-Savoie
Angoulême : Charente, Corrèze, Haute-Vienne
Avignon : Ardèche, Drôme, Vaucluse
Beaulieu : Calvados, Orne
Besançon : Belfort, Doubs, Haute-Saône, Vosges
Bordeaux : Charente-Inférieure, Dordogne, Gironde
Chiavari : Corse
Clairvaux : Aube, Haute-Marne
Clermont : Aisne, Oise
Dijon : Côte-d'Or, Jura, Nièvre, Saône-et-Loire
Embrun : Basses-Alpes, Hautes-Alpes
Eysses : Lot, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne
Fontevault : Maine-et-Loire, Sarthe
Gaillon : Eure, Eure-et-Loir
Landerneau : Côtes-du-Nord, Finistère
Loos : Nord
Lyon : Ain, Loire, Rhône
Marseille : Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var
Melun : Loiret, Seine-et-Marne, Yonne
Montpellier : Aude, Hérault, Pyrénées-Orientales
Nancy : Ardennes, Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle
Nantes : Loire-Inférieure, Morbihan, Vendée
Nîmes : Gard, Lozère
Paris : Seine
Pau : Gers, Landes, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées
Poissy : Seine-et-Oise
Rennes : Ille-et-Vilaine, Manche, Mayenne
Riom : Allier, Creuse, Puy-de-Dôme
Rodez : Aveyron, Cantal, Haute-Loire
Rouen : Pas-de-Calais, Seine-Inférieure, Somme
Thouars : Deux-Sèvres, Vienne
Toulouse : Ariège, Haute-Garonne, Tarn
Tours : Cher, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher

3. Arrêté du 22 mai 1897

Angoulême : Charente, Corrèze, Haute-Vienne
Beaulieu : Calvados, Orne (+ Manche à partir de 1899)
Besançon : Belfort, Doubs, Haute-Saône, Vosges
Bordeaux : Charente-Inférieure, Dordogne, Gironde
Chiavari : Corse
Clairvaux : Aube, Haute-Marne
Clermont : Aisne, Oise
Dijon : Côte-d'Or, Jura, Nièvre, Saône-et-Loire
Eysses : Lot, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne
Fontevault : Maine-et-Loire, Sarthe
Gaillon : Eure, Eure-et-Loir
Landerneau (1) : Côtes-du-Nord, Finistère
Loos : Nord
Lyon : Ain, Rhône, Savoie, Haute-Savoie
Marseille : Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var
Melun : Loiret, Seine-et-Marne, Yonne
Montpellier : Aude, Aveyron, Hérault, Pyrénées-Orientales
Nancy : Ardennes, Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle
Nantes : Loire-Inférieure, Morbihan, Vendée
Nîmes : Gard, Ardèche
Paris : Seine
Pau : Gers, Landes, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées
Poissy : Seine-et-Oise
Rennes : Ille-et-Vilaine, Manche, Mayenne (+ Côtes-du-Nord et Finistère depuis 1899)

Riom : Allier, Creuse, Puy-de-Dôme

Rouen : Pas-de-Calais, Seine-Inférieure, Somme

Saint-Etienne : Cantal, Loire, Haute-Loire, Lozère

Thouars : Deux-Sèvres, Vienne

Toulouse : Ariège, Haute-Garonne, Tarn

Tours : Cher, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher

Valence : Hautes-Alpes, Drôme, Isère, Vaucluse

(1) Le décret du 31/10/1899 supprime la circonscription de Landerneau : Les Côtes-du-Nord et le Finistère sont rattachés à Rennes et le département de la Manche à Beaulieu

4. Décret du 15 juillet 1909

Angoulême : Charente, Charente-Inférieure, Creuse, Haute-Vienne

Beaulieu : Calvados, Manche, Mayenne, Orne

Bordeaux : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées

Clairvaux : Aube, Haute-Marne, Haute-Saône

Dijon : Belfort, Côte-d'Or, Doubs, Jura, Saône-et-Loire

Fontevrault : Indre-et-Loire, Maine-et-Loire, Sarthe

Grenoble : Hautes-Alpes, Isère, Savoie, Haute-Savoie

Loos : Aisne, Nord, Pas-de-Calais

Lyon : Ain, Drôme, Loire, Rhône

Marseille : Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Corse, Var

Melun : Cher, Loiret, Nièvre, Seine-et-Marne, Yonne

Montpellier : Aude, Aveyron, Hérault, Pyrénées-Orientales

Nancy : Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges

Nîmes : Ardèche, Gard, Lozère, Vaucluse

Poissy : Eure-et-Loir, Loir-et-Cher, Seine-et-Oise

Rennes : Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Morbihan

Riom : Allier, Cantal, Corrèze, Haute-Loire, Puy-de-Dôme

Rouen : Eure, Oise, Seine-Inférieure, Somme

Thouars : Indre, Deux-Sèvres, Vendée, Vienne

Toulouse : Ariège, Gers, Haute-Garonne, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne

5. Décret du 10 septembre 1926

Bordeaux : Basses-Pyrénées, Charente, Charente-Inférieure, Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées, Deux-Sèvres, Vendée, Vienne

Caen : Calvados, Eure, Manche, Orne

Clairvaux : Aube, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Haute-Saône, Vosges

Ensisheim : Haut-Rhin, Territoire de Belfort

Fontevrault : Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Maine-et-Loire

Haguenau : Moselle, Bas-Rhin

Loos : Aisne, Nord, Somme, Pas-de-Calais

Lyon : Ain, Côte-d'Or, Doubs, Isère, Jura, Loire, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Haute-Savoie

Marseille : Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Corse, Var

Melun : Ardennes, Loiret, Marne, Seine-et-Marne, Yonne

Montpellier(1) : Aude, Aveyron, Hérault, Pyrénées-Orientales, Tarn

Nîmes : Hautes-Alpes, Ardèche, Drôme, Gard, Haute-Loire, Lozère, Vaucluse (+ Hérault depuis 1934)

Poissy : Oise, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure

Rennes : Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Mayenne, Morbihan, Sarthe

Riom : Allier, Cher, Creuse, Nièvre, Puy-de-Dôme

Toulouse : Ariège, Cantal, Corrèze, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn-et-Garonne, Haute-Vienne (+Aveyron, Aude, Pyrénées-Orientales et Tarn à partir de1934).

**REGISTRES DE LA CONCIERGERIE VERSÉS AUX ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE
PARIS EN AOÛT 2006****Registre d'assistance aux détenus.**

15 mai 1913-3 octobre 1918

3 registres (0,20 x 33 x 23 cm)
15 mai 1913-23- décembre 1914
21 janvier-3 décembre 1917
4 décembre 1917-3 octobre 1918

Registre des visiteurs à la Conciergerie.

21 janvier 1912-27 mars 1918

1 registre (0,20 x 38 x 26 cm)

Registre des entrées de fonds.

1 registre (0,10 x 27,5 x 19,5 cm)

Registre d'autorisation de parler pour les avocats à la Conciergerie.

27 janvier 1920-28 janvier 1924

1 registre (0,35 x 33 x 23 cm)

Registre des vêtements et linges.

25 juin 1923-3 janvier 1924

1 registre (0,15 x 34 x 23 cm)

Ainsi que des pièces en vrac : permis de communiquer avec un détenu et autorisation de changer de linges et de vêtements, correspondance diverses, etc. (1913-1930 environ).